

**AFPS Besançon et sa région, Phalestine Amitié :**

3 rue Beauregard 25000 Besançon

[afps.besancon@gmail.com](mailto:afps.besancon@gmail.com)

**Siège national AFPS :**

[www.france-palestine.org](http://www.france-palestine.org)

**France-Palestine**

**Association**

**Solidarité**



**(AFPS Besançon-Phalestine Amitié)**

Palestiniens, peuple en danger

**Le peuple palestinien victime depuis 1948 de l’injustice permanente de l’État d’Israël, victime des régimes arabes et de la lâcheté de la communauté internationale, est aujourd’hui éclaté en différentes composantes qui toutes subissent les conséquences du déni par Israël de ses droits les plus fondamentaux à vivre libre et en sécurité sur sa terre. Nous aborderons quelques situations emblématiques, celle des réfugiés à travers le cas dramatique des réfugiés palestiniens en Syrie, puis celle des Palestiniens citoyens d’Israël à partir de l’exemple des Bédouins du Néguev, enfin de celle des prisonniers politiques palestiniens des Territoires occupés, otages d’Israël.**

**Le drame des réfugiés palestiniens en Syrie et du camp de Yarmouk, la « Palestine de Damas » :**

En 1948, au moment de la création de l’État d’Israël, les Palestiniens ont été les victimes d’un crime contre l’humanité, celui d’une épuration ethnique massive. C’est en effet **85 % de la population** palestinienne qui **a été chassée de ses terres** puis une partie d’entre elle a de nouveau été chassée de nouveau en 1967, faisant ainsi des Palestiniens un peuple de réfugiés, dispersés dans des camps situés dans les Territoires occupés et dans l’ensemble du Proche-Orient.

Le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk en Syrie meurt d’un siège impitoyable et d’une famine organisés par les forces du régime syrien de Bachar El Assad régime secondées par quelques collabos palestiniens. Selon le rapport d’Amnesty international paru le 10 mars dernier, 128 personnes étaient déjà mortes de faim depuis juillet 2013 dans le camp de Yarmouk, et le bilan n’a cessé de s’alourdir. Une partie de la population du camp en est réduite à manger des plantes, parfois toxiques, des chats et des chiens… Au moins 60% de la population souffrirait de malnutrition. Ce sont des images d’horreur qui nous parviennent du camp, dont certaines rappellent l’état des déportés à la libération des camps de concentration nazis. Le rapport d’Amnesty parle de crimes de guerre et de crimes contre l’humanité.

La plupart des camps de réfugiés palestiniens en Syrie ont été attaqués par le régime. Fin septembre 2013 le nombre de victimes d’attaques armées parmi les réfugiés palestinien est estimé à 1607, tandis que des dizaines d’enfants ont été victimes d’arrestations arbitraires et de disparitions… Pour la même date, les cas d’arrestation et de disparition de réfugiés palestiniens sont estimés à 604. Des informations documentées font état de dizaines de civils palestiniens morts dans les prisons syriennes suite à une liquidation directe ou après avoir été soumis aux plus sévères tortures.

Les réfugiés palestiniens en Syrie sont ainsi 2 fois victimes, victimes d’une épuration ethnique par Israël qui continue en outre de leur refuser l’application des résolutions de l’ONU qui affirment leur « droit inaliénable au retour » et aujourd’hui victimes de la barbarie du régime syrien.

**La ségrégation des Palestiniens citoyens d’Israël, l’exemple des Bédouins du Néguev :**

Les Palestiniens d’Israël sont victimes de discrimination, le Centre juridique pour les droits des minorités arabes en Israël a fait un inventaire des lois discriminatoires à l’égard des citoyens palestiniens d’Israël. Depuis 1948 la liste compte plus de 60 lois concernant tous les aspects de la vie.

**Les Bédouins du Néguev sont tout particulièrement victimes** de ces politiques et pratiques de discrimination. **Les autorités israéliennes les harcèlent** de manière permanente **pour les chasser et les déposséder de leur terre.** Dans cette région du sud d’Israël, **le village d’Al-Araqib, a été rasé plus de 50 fois** par l’armée israélienne, dans le cadre de sa **politique de « judaïsation » de cette région**, mais ses habitants résistent en le reconstruisant à chaque fois ! *« Nous sommes un État-nation, ceci veut dire que* ***la souveraineté absolue du pays est réservée au peuple juif****…Laisser certaines zones du territoire israélien, par exemple au Néguev, sans majorité juive, constitue une réelle menace. »* (B. Netanyahou, Premier ministre d’Israël).En 2013, **le militant israélien G. Algazi de l’organisation Ta’ayush, déclarait :** *« Ce pays continue d’être le lieu d’une guerre. Une guerre moderne conduite non seulement avec des tanks, mais aussi avec des bulldozers. C’est vrai : beaucoup d’États dans le monde négligent leurs citoyens. Mais* ***peu d’États dans le monde s’engagent dans des guerres sans fin contre leurs propres citoyens.*** *Un des endroits où cette guerre est menée est le village d’Al-Araqib dans le Néguev. »*

**Prisonniers politiques palestiniens, scandale politique et humanitaire :**

**Ce sont des milliers de prisonniers politiques palestiniens qui sont enfermés par Israël, en violation de la 4ème Convention de Genève** (art. 49 et 147 qui qualifient ce fait de **crime de guerre**). **Depuis 1967, 700 000 Palestiniens**, hommes, femmes, enfants ont été détenus (**ramené à la population française cela équivaudrait à 12 millions de personnes** arrêtées par l'armée d'occupation), dont plus de 50% des hommes de plus de 18 ans ! Ce sont des otages politiques d’Israël, dont l’objectif est de casser la résistance et la société palestinienne.

Depuis 2000, **7000 enfants ont été arrêtés** (ce qui équivaut à 126 000 enfants à l’échelle de la France) et Israël s’autorise à arrêter et incarcérer les enfants à partir de 12 ans, ceci en **violation de la Convention Internationale des Droits de l’Enfant !** Selon l'UNICEF, chaque année environ **700 enfants** (de 12 à 17 ans) sont arrêtés, interrogés et détenus ***« dans aucun autre pays, les enfants ne sont systématiquement jugés par des tribunaux militaires pour mineurs »*** souligne **l'UNICEF** qui **dénonce une maltraitance institutionnalisée.**

Sans compter **les ministres et députés**, et autres leaders politiques encore détenus. Israël maintien des **prisonniers à l’isolement en violation flagrante de la 4ème Convention de Genève** (art. 119), parfois depuis des années, notamment des leaders politiques, en particulier Ahmad Saadat, secrétaire général du FPLP.

**L’arbitraire** est érigé en système, des centaines de prisonniers sont dit en **détention administrative**,  ce qui permet à Israël d’interner des Palestiniens sans que soient précisées les charges retenues contre eux, **sans qu’ils aient accès à un avocat, sans procès, pour des périodes de 6 mois indéfiniment renouvelables…** En outre, les organisations des Droits de l’Homme israéliennes indiquent que **85% des prisonniers palestiniens ont été et sont soumis aux pratiques de la torture.**

Dans l’indifférence quasi générale des media et de la communauté internationale, **260 prisonniers politiques** ont mené une **grève de la faim** durant 2 mois, d’avril à juin, pour dénoncer leurs conditions de détention et notamment la détention administrative. Aujourd’hui ce sont plus de **6000 Palestiniens** qui sont **otages d’Israël**, 830 hommes, femmes et enfants ont été arrêtés depuis le 12 juin dernier, un nombre important a été placé en détention administrative.

**Agir, l’appel au Boycott des produits israéliens-au Désinvestissement des entreprises impliquées dans l’économie de l’occupation et des colonies-aux Sanctions contre Israël (BDS) :**

**Richard Falk, rapporteur spécial des Nations-Unies sur les droits de l’homme dans les Territoires palestiniens** (professeur américain de[droit international](http://fr.wikipedia.org/wiki/Droit_international), et d’origine juive), a présenté en mars 2014 son rapport final au Conseil des Droits de l’homme des Nations-Unies, issu de 6 années d’enquête sur la situation des droits de l’Homme dans les Territoires palestiniens sous occupation. **Il recommande** à l’Assemblée générale des Nations unies **de saisir** **la Cour pénale** internationale à propos d’Israël,sur les allégations de crimes de ***«colonialisme», «apartheid» et «nettoyage ethnique »***, à l’encontre des Palestiniens.

La situation internationale de l’État d’Israël se complique pourtant à mesure que s’accroît son isolement. À la faveur d’une décision prise lors d’un Conseil européen en 2012, plusieurs chancelleries, comme Rome ou Paris, déconseillent depuis quelques jours à leurs citoyens de *« s’engager dans des activités financières et dans des investissements »* dans les colonies israéliennes. Un véritable camouflet pour un pays qui n’a pas ménagé ses efforts pour dénoncer la campagne « BDS » (boycott, désinvestissement et sanctions), lequel vise à exercer diverses pressions économiques, politiques et culturelles sur Israël.

*« C’est toute la manière de s’adresser à Israël qui doit être changée », estimait à la fin du mois de mai l’éditorialiste progressiste* ***Gideon Levy*** *dans les colonnes d’« Haaretz » : «* ***Tant qu’ils (les dirigeants israéliens) n’ont pas à payer le prix de l’occupation et que les citoyens ne sont pas sanctionnés, ils n’ont aucune raison d’y mettre un terme et même de s’en préoccuper. L’occupation est profondément ancrée au sein d’Israël****. Personne n’en est à l’écart, et l’écrasante majorité de la population israélienne souhaite continuer à en profiter. C’est pourquoi* ***seules des sanctions peuvent nous faire prendre conscience de son existence****. Oui, je parle des boycotts et des sanctions qui sont largement préférables aux bains de sang. »*. **Richard Falk** lui-même **appelle à renforcer le BDS** à l’égard des entreprises qui tirent profit des colonies **et recommande** à l’Assemblée générale des Nations unies que *« Les États membres devraient envisager* ***d'imposer une interdiction sur les importations de produits des colonies****»*.

Le décès récent de **Nelson Mandela** nous rappelle que les autorités publiques ont été longues à sanctionner le régime de **l’Apartheid** et à se positionner en faveur de l’égalité des droits. Si avec le temps **Mandela** a été reconnu comme une **référence morale** majeure et qu’à ce titre la Ville de **Besançon lui a rendu hommage**, rappelons que le prix Nobel de la paix déclarait : ***« nous savons trop bien que notre liberté n’est pas complète sans la liberté des Palestiniens »***.

**La municipalité de Besançon jumelée avec la ville israélienne de Hadera peut-elle encore aujourd’hui concevoir, moralement, éthiquement, le maintien de liens officiels avec les autorités municipales d’un État dont les Nations unies, les grandes ONG internationales, dénoncent le caractère de régime d’apartheid, le viol permanent des droits ainsi que la pratique quotidienne de crimes de guerre, voire de crimes contre l’humanité ?**